SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1863-1864.

Projet de Loi relatif à la substitution en matière de milice.

(Voir les N^{os} 22 et 31 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les art. 109 et 110 de la loi du 8 janvier 1817, sur la milice, relatifs à la substitution, sont remplacés par les six premières dispositions qui suivent :

ART. 2.

Tout individu désigné pour le service peut se faire substituer.

ART. 3.

Pour être admis comme substituant, il faut :

- 1^o Appartenir au même arrondissement administratif que le substitué ;
- 2^o Appartenir à l'une des quatre classes dans lesquelles le contingent peut se recruter ;
- 3^o Être reconnu apte au service et en être personnellement affranchi, soit par un numéro élevé, soit par une exemption fondée sur la composition de la famille, à l'exception de celles qui sont prévues par les §§ dd, ii, kk, ll de l'art. 94 de la loi du 8 janvier 1817 et par l'art. 15 de la loi du 27 avril 1820 ;
- 4^o Avoir au moins la taille exigée pour les miliciens ;
- 5^o Produire un certificat de l'administration des communes que le substituant aurait habitées depuis un an : ce certificat, dont la forme sera déterminée par le Gouvernement, constatera que le substituant est de bonnes vie et mœurs, et qu'il n'a jamais été condamné soit pour crime, soit pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise comme dépositaire public, ou pour attentat aux mœurs.

ART. 4.

L'autorité militaire peut, dans les trente jours qui suivent la remise des miliciens, renvoyer devant la Députation permanente du Conseil provincial le substituant reconnu apte au service par le conseil de milice, et qu'elle considère comme ne remplissant pas l'une ou l'autre des conditions d'admission requises.

Lorsque la substitution est devenue définitive, elle attribue au substitué le rang que le substituant occupait dans la liste du tirage de la commune, et réciproquement, sans toutefois que le frère du substituant puisse invoquer l'exemption prévue par l'art. 94 § mm de la loi du 8 janvier 1817 et par l'article 1^{er} de la loi du 15 avril 1852, à moins que le numéro que celui-ci a échangé ne soit appelé.

ART. 5.

Le substituant transporte au substitué, outre son rang dans la liste du tirage, les droits qu'il peut avoir acquis à une exemption admise par le n° 3 de l'art. 3. Il renonce à toute autre exemption. Ceux qui ont été exemptés comme enfant unique, ou petit-fils enfant unique devront, pour être admis comme substituants, produire au Conseil de milice le consentement de leurs parents.

ART. 6.

Le prix de la substitution doit être évalué en argent. Sur ce prix, le substituant est tenu de verser, au moment de son incorporation, à la caisse du corps auquel il sera assigné, la somme de soixante-quinze francs. La moitié de cette somme lui sera remise lorsqu'il sera envoyé en congé illimité, et l'autre moitié lorsqu'il recevra son congé définitif, après déduction de la dette qu'il pourrait avoir contractée à la masse d'habillement et de réparation.

En cas de décès, la remise se fera à ses héritiers.

Si le substituant n'achève pas régulièrement son terme de service, le reliquat est versé au trésor. Toutefois, lorsque la substitution a eu lieu conformément à l'art. 129 de la loi du 8 janvier 1817, en vertu d'une permission spéciale subordonnée à la condition que le substitué devra éventuellement servir en personne ou fournir un autre homme, le reliquat lui appartiendra.

ART. 7.

La substitution effectuée au moyen de pièces qui sont reconnues fausses ou qui attestent des faits matériellement faux, est nulle.

Cette nullité sera prononcée par la Députation permanente de la province où le droit de substitution a été exercé.

ART. 8.

Le § 1^{er} de l'art. 4 et l'art. 7 sont applicables au remplacement effectué en vertu de l'art. 95 de la loi du 8 janvier 1817.

ART. 9.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

Bruxelles, le 16 janvier 1864.

*Le Président de la Chambre des
Représentants,*

(Signé) E. VANDENPEEREBOOM.

Les Secrétaires,

(Signé) L. THIENPONT.

ED. DE MOOR.